



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DE LA MOSELLE

Préfecture
Direction des Libertés Publiques

ARRÊTÉ

N° 2016-DLP/BUPE- 36 du 26 AVR. 2016

mettant en demeure la société EST IMPRIMERIE à MOULINS LES METZ

LE PREFET DE LA MOSELLE
OFFICIER DE LA LEGION D'HONNEUR
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE

Vu le Code de l'Environnement et notamment ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1, L. 512-3 et L. 514-5 ;

Vu le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation des services de l'Etat dans les régions et les départements ;

Vu l'arrêté DCTAJ n°2016-A-01 du 1^{er} janvier 2016 portant délégation de signature en faveur de Monsieur Alain CARTON, secrétaire général de la préfecture de la Moselle ;

Vu la circulaire du 19 juillet 2013 relative à la mise en œuvre des polices administratives et pénales en matière d'Installations Classées pour la Protection de l'Environnement ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 90-AG/2-272 du 07 juin 1990 autorisant la Société EST IMPRIMERIE à poursuivre l'exploitation d'une imprimerie sur le territoire de la commune de MOULINS-LES-METZ ;

VU l'arrêté préfectoral n° 95-AG/2-153 du 21 mars 1995 modifiant l'arrêté d'autorisation susvisé du 07 juin 1990 ;

Vu l'arrêté ministériel de prescriptions générales du 02 février 1998 modifié relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des Installations classées pour la Protection de l'Environnement soumises à autorisation ;

Vu l'arrêté ministériel de prescriptions générales du 30 septembre 2008 relatif aux dépôts de papier et carton relevant du régime de la déclaration au titre de la rubrique n° 1530 de la nomenclature des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées du 18 avril 2016 ;

Vu le rapport de l'Inspecteur de l'Environnement transmis à l'exploitant conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du Code de l'Environnement ;

Vu l'absence de réponse de l'exploitant à la transmission du rapport susvisé ;

Considérant que lors de la visite en date du 30 mars 2016 l'Inspecteur de l'Environnement (spécialité Installations Classées) a constaté les faits suivants :

- la vérification annuelle des Robinets d'Incendie Armés n'a pas été effectuée pour les années 2014 et 2015 ;
- la vérification annuelle des exutoires n'a pas été effectuée pour l'année 2015 ;

- 1 extincteur est rendu inaccessible par le stockage de matériel à proximité ;
- le site ne dispose ni de moyen ni de capacité de confinement en cas de pollution accidentelle des eaux ou d'incendie ;
- des produits liquides ne sont pas stockés sur rétention notamment :
 - 2 cages contenant un produit liquide inflammable conditionné dans des bidons de 20 litres ;
 - 29 « tonneaux » de 125 kg chacun de verni ;
 - 9 cubitainers de 300 kg chacun d'encre ;
 - 21 bidons de 25 litres chacun d'additif de mouillage ;
 - 5 sceaux d'encre de 10 kg chacun ;
- le non respect, en période diurne et en période nocturne, du niveau de bruit en limite de propriété LP2 (Nord) et en période nocturne, de l'émergence au niveau de la ZER3 ;
- le site ne dispose pas de plan de gestion des solvants pour les années 2013, 2014 et 2015 ;
- la distance entre les deux îlots de stockage est d'environ 4 mètres.

Considérant que ces constats constituent un manquement aux dispositions de l'article 7 de l'arrêté préfectoral du 07 juin 1990 susvisé qui dispose notamment que « [...] Le matériel de lutte contre l'incendie sera maintenu en bon état de fonctionnement et vérifié périodiquement. Il sera accessible en toutes circonstances. [...] » ;

Considérant que ces constats constituent un manquement aux dispositions de l'article 13.1 de l'arrêté préfectoral du 07 juin 1990 susvisé qui dispose que « Toutes dispositions sont prises pour qu'il ne puisse y avoir, en cas d'accident tel que rupture de récipient, déversement direct des matières dangereuses vers les égouts ou les milieux naturels (rivières,...) » ;

Considérant que ces constats constituent un manquement aux dispositions de l'article 9 de l'arrêté du 02 février 1998 modifié susvisé qui dispose notamment que « Lorsque le ruissellement des eaux pluviales sur des toitures, aires de stockage, voies de circulation, aires de stationnement et autres surfaces imperméables est susceptible de présenter un risque particulier d'entraînement de pollution par lessivage des toitures, sols, aires de stockage, etc., ou si le milieu naturel est particulièrement sensible, un réseau de collecte des eaux pluviales est aménagé et raccordé à un (ou plusieurs) bassin(s) de confinement capable(s) de recueillir le premier flot des eaux pluviales. [...] » ;

Considérant que ces constats constituent un manquement aux dispositions de l'article 13.2 de l'arrêté préfectoral du 07 juin 1990 susvisé qui dispose notamment que « Toute citerne, cuve, récipient, stockage doit être muni d'une capacité de rétention étanche dont le volume est au moins égal à la plus grande des 2 valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir ;
- 50 % de la capacité totale des réservoirs associés » ;

Considérant que ces constats constituent un manquement aux dispositions de l'article 15.1 de l'arrêté préfectoral du 07 juin 1990 modifié susvisé qui dispose notamment que « [...] Le niveau sonore en limite de propriété ne devra pas dépasser les limites suivantes :

- Jour (7 à 20h) : 70 dB(A).
- Période intermédiaire : 65 dB(A).
- Nuit : 60 dB(A) » ;

Considérant que ces constats constituent un manquement aux dispositions de l'article 21 de l'arrêté préfectoral du 07 juin 1990 modifié susvisé qui dispose notamment que « L'exploitant établira un bilan matière précis en solvant prenant en compte les quantités et teneurs en solvants de tous les produits consommés y compris les solvants utilisés par exemple comme agents de dilution ou de nettoyage, les quantités de solvants sous forme de déchets ou de produits de récupération destinés à l'élimination. L'ensemble de ces documents sera conservé et

tenu à la disposition de l'Inspecteur des Installations Classées. Les résultats obtenus seront adressés deux fois par an à l'Inspecteur des Installations Classées. » ;

Considérant que ces constats constituent un manquement aux dispositions de l'article 28-1 de l'arrêté du 02 février 1998 modifié susvisé qui dispose notamment que « Tout exploitant d'une installation consommant plus d'une tonne de solvants par an met en place un plan de gestion de solvants, mentionnant notamment les entrées et les sorties de solvants de l'installation. Ce plan est tenu à la disposition de l'Inspection des Installations Classées. Si la consommation annuelle de solvant de l'installation est supérieure à 30 tonnes par an, l'exploitant transmet annuellement à l'Inspection des Installations Classées le plan de gestion des solvants et l'informe de ses actions visant à réduire leur consommation. » ;

Considérant que ces constats constituent un manquement aux dispositions de l'article 5.1 de l'arrêté du 30 septembre 2008 susvisé qui dispose notamment que « Les produits conditionnés en masse (balle, palette, etc.) forment des îlots limités de la façon suivante : [...] 2° Distance entre deux îlots : 10 mètres minimum. Cette distance peut être inférieure lorsque le dépôt est équipé d'un système d'extinction automatique ou lorsque les deux îlots sont séparés par une paroi présentant les propriétés EI 120 surplombant le plus haut des deux îlots d'au moins deux mètres et débordant, au sol, la base de chacun des îlots d'au moins deux mètres [...] » ;

Considérant que face à ce manquement, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du Code de l'Environnement en mettant en demeure la société EST IMPRIMERIE de respecter :

- les prescriptions dispositions des articles 7 (partiel), 13.1, 13.2 (partiel), 15.1 et 21 de l'arrêté préfectoral n° 90-AG/2-272 du 07 juin 1990 susvisé ;
- les prescriptions dispositions des articles 9 et 28-1 de l'arrêté du 02 février 1998 modifié relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement soumises à autorisation n'est pas respecté ;
- les prescriptions dispositions de l'article 5.1 (partiel) de l'arrêté du 30 septembre 2008 relatif aux prescriptions générales applicables aux dépôts de papier et carton relevant du régime de la déclaration au titre de la rubrique n° 1530 de la nomenclature des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement ;

afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du Code de l'Environnement ;

Sur proposition du Secrétaire Général de la préfecture de la Moselle ;

ARRETE

Article 1 : La société EST IMPRIMERIE exploitant une imprimerie sise Route de NANCY - Zone Artisanale Tournebride sur le territoire de la commune de MOULINS-LES-METZ est mise en demeure de respecter :

- o les dispositions de l'article 7 (partiel) de l'arrêté préfectoral n° 90-AG/2-272 du 07 juin 1990 modifié en :
 - rendant accessible les moyens de lutte contre l'incendie en toutes circonstances dans un délai de quinze jours à compter de la notification du présent arrêté ;
 - réalisant la vérification périodique des RIA et des exutoires dans un délai de 1 mois à compter de la notification du présent arrêté ;
- o les dispositions de l'article 13.1 de l'arrêté préfectoral n° 90-AG/2-272 du 07 juin 1990 modifié et les dispositions de l'article 9 de l'arrêté du 02 février 1998 modifié en réalisant une étude technique pour disposer d'un moyen et de la capacité de confinement nécessaire afin de permettre la récupération des eaux d'extinction d'incendie ou des eaux éventuellement polluées accidentellement dans un délai de 6 mois à compter de la notification du présent arrêté ;

- o les dispositions de l'article 13.2 de l'arrêté préfectoral n° 90-AG/2-272 du 07 juin 1990 modifié en plaçant sur rétention l'ensemble des produits liquides dans un délai de 1 mois à compter de la notification du présent arrêté ;
- o les dispositions de l'article 15.1 de l'arrêté préfectoral n° 90-AG/2-272 du 07 juin 1990 modifié en réalisant une nouvelle campagne de mesure du bruit dans un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté ;
- o les dispositions de l'article 21 de l'arrêté préfectoral n° 90-AG/2-272 du 07 juin 1990 modifié les dispositions de l'article 28-1 de l'arrêté du 02 février 1998 modifié en réalisant un plan de gestion des solvants dans un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté ;
- o les dispositions de l'article 5.1 (partiel) de l'arrêté du 30 septembre 2008 en mettant en place une distance minimale de 10 mètres entre les deux îlots de stockage situés dans la zone de stockage.

Article 2 : Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1 ci-dessus ne serait pas satisfaite dans les délais prévus par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant des sanctions prévues par les dispositions de l'article L.171-8 du Code de l'Environnement.

Article 3 : Le présent arrêté peut être déféré à la juridiction administrative :

- par l'exploitant dans un délai de deux mois qui suit la date de notification du présent arrêté ;
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du code de l'environnement, dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de cette décision.

Article 4 : Le Secrétaire Général de la Préfecture de la Moselle, la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement chargée de l'inspection des installations classées, et tous agents de la force publique, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie est notifiée à la société EST IMPRIMERIE.

Une copie du présent arrêté est transmise, pour information, au maire de Moulin les Metz, où est implantée la société.

Metz, le 26 AVE. 2016

LE PREFET,
Pour le Préfet,
Le Secrétaire Général,



Alain CARTON